

Bij wijze van overgangsbepaling worden de dossiers ingediend door een grote onderneming na 30 september 2003 behandeld op grond van dit decreet.

De aanvragen ingediend door een kleine of een middelgrote onderneming vóór de inwerkingtreding van dit decreet blijven onderworpen aan de wet van 4 augustus 1978 tot economische reoriëntatie gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992.

Art. 20. De regering stelt de datum vast voor de inwerkingtreding van elke bepaling van dit decreet.
Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 630 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 3 maart 2004.

Bespreking. — Stemming.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 1259

[2004/200989]

11 MARS 2004. — Décret relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et champ d'application*

Article 1^{er}. En vue de contribuer au développement durable de la Région, le Gouvernement peut octroyer, dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, des incitants à la petite ou moyenne entreprise qui réalise un programme d'investissements ou qui effectue une ou plusieurs opérations contribuant de manière déterminante au développement durable. Ces investissements ou opérations ne doivent pas compromettre l'équilibre entre les composantes économique, sociale et environnementale du développement durable.

Art. 2. Les incitants prennent la forme de primes, d'une exonération du précompte immobilier ou d'une combinaison de ces différentes formes d'incitants. Ils sont octroyés par décision unilatérale.

Les incitants sont octroyés dans le respect de la réglementation de la Communauté européenne, à savoir les règlements de la Commission européenne relatifs aux aides aux petites et moyennes entreprises, les encadrements communautaires visant certains secteurs d'activités, l'encadrement communautaire multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur des grands projets d'investissements, les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale et celles concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole.

Pour un même programme d'investissements ou une même opération, l'entreprise ne peut cumuler le bénéfice des incitants prévus par le présent décret avec des incitants obtenus en vertu d'autres législations ou réglementations régionales.

Les incitants prévus par le présent décret peuvent être cumulés avec les incitants provenant des fonds structurels européens.

Art. 3. § 1^{er}. Peut bénéficier des incitants prévus par le présent décret la petite ou moyenne entreprise qui a un siège d'exploitation situé dans la Région wallonne et qui y réalise un programme d'investissements visé à l'article 5 ou une action visée aux articles 7 à 9.

§ 2. Pour bénéficier des incitants, la petite ou moyenne entreprise doit être :

1° soit une personne physique ayant la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante ou une association formée entre ces personnes;

2° soit une des sociétés énumérées à l'article 2, § 2, du Code des sociétés ou un groupement européen d'intérêt économique;

3° soit un cluster tel que défini à l'article 13;

4° soit une spin-off telle que définie au paragraphe 6.

La personne morale de droit public et l'association sans but lucratif sont exclues du bénéfice des incitants prévus par le présent décret.

§ 3. La moyenne entreprise est l'entreprise :

1° dont l'effectif d'emploi compte au moins cinquante travailleurs et moins de deux cent cinquante travailleurs;

2° et dont :

a. soit le chiffre d'affaires annuel est au moins égal à 7 millions d'euros et n'excède pas 40 millions d'euros;

b. soit le total du bilan annuel est au moins égal à 5 millions d'euros et n'excède pas 27 millions d'euros;

3° et qui respecte le critère d'indépendance, tel que défini au paragraphe 7.

§ 4. La petite entreprise est l'entreprise :

1° dont l'effectif d'emploi compte au moins dix travailleurs et moins de cinquante travailleurs;

2° et dont :

a. soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 7 millions d'euros;

b. soit le total du bilan annuel n'excède pas 5 millions d'euros;

3° et qui respecte le critère d'indépendance, tel que défini au paragraphe 7.

§ 5. La très petite entreprise est une petite entreprise, visée au paragraphe 4, dont l'effectif d'emploi compte moins de dix travailleurs.

§ 6. La spin-off est la petite ou moyenne entreprise créée par des chercheurs, qu'ils soient universitaires ou industriels, au départ des résultats de leurs recherches.

§ 7. Est indépendante la petite ou moyenne entreprise qui n'est pas détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition de la moyenne entreprise, de la petite entreprise ou de la très petite entreprise, selon le cas.

Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

1° si la petite ou moyenne entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels, y compris des fonds de développement régional ou des institutions universitaires, et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur celle-ci;

2° s'il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que la petite ou moyenne entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus

par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas à la définition de la moyenne entreprise, de la petite entreprise ou de la très petite entreprise, selon le cas.

§ 8. Le calcul des seuils d'effectifs et financiers s'opère par l'addition des données de la petite ou moyenne entreprise et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote.

§ 9. Le Gouvernement peut préciser les critères visés aux paragraphes 2 à 8 ou les adapter pour assurer la conformité du présent décret aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 87 à 89 du traité instituant la Communauté européenne.

Art. 4. Est exclue du bénéfice des incitants la petite ou moyenne entreprise dont les activités relèvent d'un des domaines suivants :

1° les banques et autres institutions financières, les assurances et l'immobilier;

2° la production et la distribution d'énergie ou d'eau;

3° l'enseignement, l'éducation et la formation;

4° la santé et les soins de santé;

5° les activités sportives, de loisirs et de distribution de produits culturels;

6° les professions libérales.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement détermine, parmi ces domaines d'activités exclus, les activités admises au bénéfice de la prime à l'emploi visée à l'article 7.

Le Gouvernement précise les secteurs ou parties de secteurs qui sont exclus du bénéfice d'un ou de plusieurs incitants. Dans ce cas, sa décision doit prendre en considération les principes et objectifs du développement durable.

Le Gouvernement peut, après une évaluation qu'il effectue au moins tous les trois ans, sur la base notamment des rapports remis annuellement au Conseil régional wallon, modifier les secteurs ou parties de secteurs exclus.

CHAPITRE II. — *Des incitants*

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une prime à l'investissement à la petite ou moyenne entreprise qui réalise l'un des programmes d'investissements suivants :

1° un programme d'investissements concourant à la création ou au développement de la petite ou moyenne entreprise, à l'augmentation de la valeur ajoutée de la production, à la création d'emplois ou à la protection de l'environnement;

2° un programme d'investissements mettant en œuvre une des politiques d'intérêt particulier de la Région wallonne, telles que définies par le Gouvernement, à savoir notamment :

a. le développement du transport combiné;

b. la participation à une démarche de clustering telle que définie à l'article 12;

c. la création d'une entreprise par l'association de plusieurs personnes physiques, qui y exercent toutes leur activité principale et en tirent leurs principaux revenus professionnels, et qui partagent les risques et les profits résultant de l'activité, ci-après dénommée « l'entreprise associative »;

d. la transformation d'une très petite entreprise en entreprise associative en raison de sa croissance;

e. la valorisation de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles de la Région;

f. la création d'une spin-off;

g. la mise en œuvre de toutes formes de collaboration durable, de nature verticale ou horizontale, entre les petites ou moyennes entreprises visées à l'article 3, ayant pour objet la mise en commun de moyens et de structures permettant aux petites ou moyennes entreprises de développer leur activité économique et d'améliorer le résultat de leurs activités, que ces formes de collaboration aient la personnalité juridique ou non.

§ 2. Par transport combiné, on entend le transport de marchandises pour lequel le camion, la remorque, la semi-remorque, avec ou sans tracteur, la caisse mobile ou le conteneur de vingt pieds et plus utilise la route, le chemin de fer, la voie navigable ou la voie aérienne pour une partie du trajet et au moins un autre de ces moyens de transport pour l'autre partie du trajet.

§ 3. Les investissements pouvant faire l'objet d'un incitant sont les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles.

Le Gouvernement détermine les investissements exclus. Dans ce cas, sa décision tient compte de la prise en considération équilibrée des composantes du développement durable, des règles européennes spécifiques en matière d'investissements, du rattachement territorial de ceux-ci et de leur permanence en vue d'assurer la consolidation ou la création d'emplois.

Art. 6. Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités particulières d'octroi de la prime à l'investissement, en tenant compte de l'importance des effets du programme d'investissements sur chacune des composantes du développement durable.

Pour bénéficier de la prime à l'investissement, la moyenne entreprise doit dégager un pourcentage de valeur ajoutée par rapport à son chiffre d'affaires. Le Gouvernement détermine ce pourcentage et en fixe les modalités d'application.

Dans le respect du montant maximal qui serait autorisé pour une subvention-intérêt, conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, la prime à l'investissement est exprimée en un pourcentage du programme d'investissements admis et ne peut dépasser 21 % brut.

Art. 7. Le Gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, octroyer une prime à l'emploi pour la création d'emplois. La prime à l'emploi ne peut être accordée qu'à la très petite entreprise, et son montant ne peut excéder 3.250 euros par emploi créé. Toutefois, ce montant peut être porté à 5.000 euros pour le premier travailleur.

Art. 8. Le Gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, octroyer une prime à la qualité à l'entreprise qui s'inscrit dans la mise en place d'un système d'assurance qualité.

La prime est fixée à 25 % du coût admissible de l'action et ne peut dépasser 5.000 euros.

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, octroyer une prime destinée à financer le recours à des services de conseil.

La prime aux services de conseil est fixée à 50 % du coût admissible et ne peut dépasser 12.500 euros.

§ 2. Il est créé une commission chargée de l'agrégation des conseils et, le cas échéant, de la suspension ou du retrait de celle-ci. L'agrégation est accordée pour une durée de trois ans maximum. Pour être agréé, le conseil doit justifier d'une expérience professionnelle de trois ans minimum.

Cette commission se compose :

1° de quatre membres effectifs et de quatre suppléants représentant la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

2° de deux membres effectifs et de deux suppléants représentant l'Institut des réviseurs d'entreprises;

3° de deux experts membres effectifs et de deux suppléants représentant l'Institut des experts comptables;

4° de deux membres effectifs et de deux suppléants issus du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Gouvernement désigne les membres de la commission. En ce qui concerne les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 4°, il les désigne sur la base d'une liste de dix personnes proposées par l'organisme qu'ils représentent.

La commission peut faire appel à des experts ou techniciens, selon les dossiers qui lui sont soumis et sur proposition de l'un de ses membres.

La présidence et le secrétariat sont assurés par la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne.

La commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret et de son arrêté d'exécution.

Art. 10. Le Gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, octroyer des incitants à la petite ou moyenne entreprise dont l'activité économique se trouve gravement atteinte par une calamité naturelle ou par d'autres événements extraordinaires qu'il reconnaît comme tels.

Art. 11. Le Gouvernement peut octroyer à la petite ou moyenne entreprise qui réalise, dans le cadre d'un programme d'investissements visé à l'article 5, des investissements en immeubles, en ce compris les investissements en matériel réputé immeuble par nature ou par destination, une exonération du précompte immobilier afférent à ces immeubles.

Cette exonération peut être octroyée :

1° à la très petite entreprise pour une durée de cinq ans;

2° à la petite ou à la moyenne entreprise pour une durée de trois à cinq ans en fonction des conditions déterminées par le Gouvernement.

Toutefois, cette exonération peut être octroyée pour une durée maximale de sept ans pour le matériel et l'outillage en cas de création d'une petite ou moyenne entreprise.

Les durées visées aux alinéas 2 et 3 sont calculées à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'occupation ou l'utilisation de ces immeubles.

CHAPITRE III. — *Les démarches de clustering et le cluster*

Art. 12. Le clustering est un mode d'organisation du système productif qui se caractérise par l'établissement, à l'initiative d'entreprises, avec la participation éventuelle d'institutions universitaires ou de centres de recherches, d'un cadre de coopération portant sur des activités liées et par le développement volontaire entre les entreprises de relations complémentaires, verticales ou horizontales, marchandes et non marchandes, ainsi que par la promotion d'une vision de développement commune.

La démarche de clustering doit répondre aux critères minimaux suivants :

1° le développement de complémentarités et de synergies entre les membres du cluster;

2° la promotion de l'intérêt commun des membres du cluster;

3° la mise en œuvre d'un programme de développement industriel et d'exploitation d'un produit, procédé ou service nouveau pour les partenaires membres du cluster;

4° la recherche d'une valeur ajoutée supplémentaire pour le cluster ou les partenaires membres du cluster.

Art. 13. Le Gouvernement reconnaît comme cluster une des sociétés visées à l'article 2, § 2, du Code des sociétés, qui est issue d'une démarche de clustering et dont l'objet s'inscrit dans un secteur reconnu comme essentiel par le Gouvernement. Il fixe les conditions de reconnaissance des clusters conformément aux principes et critères visés à l'article 12.

Le cluster est, selon le cas, considéré comme une moyenne, une petite ou une très petite entreprise, conformément aux critères de l'article 3, §§ 3 à 5.

Le critère d'indépendance, visé à l'article 3, § 7, ne s'applique pas au cluster, pour autant qu'aucune entreprise ne correspondant pas à la définition de la moyenne ou de la petite entreprise ne participe à plus de 50 % du capital du cluster et que soient prises les mesures nécessaires pour que le cluster conserve une autonomie réelle de gestion.

Art. 14. Le Gouvernement peut accorder des incitants aux clusters moyennant les conditions, modalités et procédures qu'il détermine.

La décision d'octroi des incitants est matérialisée par une convention qui définit au moins les aspects suivants :

- 1° la méthodologie de travail et les objectifs du cluster;
- 2° le relevé des outils spécifiques de développement du secteur;
- 3° les initiatives qu'entend déployer le cluster;
- 4° les incitants accordés au cluster;
- 5° les obligations du cluster;
- 6° la manière dont le cluster fait rapport de ses activités et du respect de ses obligations;
- 7° les modalités de contrôle du cluster et les sanctions éventuelles.

La politique des clusters fait l'objet d'un rapport d'évaluation qualitatif et quantitatif établi tous les deux ans par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Conditions d'octroi et de maintien, procédures de demande et d'octroi, modalités de liquidation, de contrôle et sanctions*

Art. 15. Les incitants sont octroyés à la petite ou moyenne entreprise qui est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente.

Art. 16. Le Gouvernement détermine les conditions de maintien des incitants qui figurent dans la décision individuelle d'octroi.

Art. 17. La petite ou moyenne entreprise est tenue, pendant un délai de cinq ans à partir de la date de la fin de la réalisation de l'investissement, d'utiliser celui-ci aux fins et conditions prévues, de ne pas le céder et de maintenir celui-ci dans la destination pour laquelle il avait été octroyé.

Art. 18. La petite ou moyenne entreprise informe le conseil d'entreprise des motifs et des modalités de liquidation des incitants accordés, ainsi que des mesures de contrôle prévues.

Art. 19. Le Gouvernement fixe les procédures de demande et d'octroi des incitants en tenant compte de la taille de la petite ou moyenne entreprise.

Toute demande d'incitant doit donner lieu à une décision dans un délai de quatre mois à compter du moment où le dossier est complet.

Le Gouvernement détermine la procédure et le mode de computation du délai visé à l'alinéa 2.

Art. 20. Les incitants visés à l'article 5 sont remboursés conformément aux lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat :

1° en cas de non-respect des dispositions édictées par ou en vertu du présent décret ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi;

2° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de la petite ou moyenne entreprise;

3° en cas de fourniture, sciemment ou non, par la petite ou moyenne entreprise de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des incitants, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

En cas de restitution de l'incitant visé à l'article 11, l'exonération du précompte immobilier est supprimée ab initio.

Art. 21. Le Gouvernement peut déroger à l'article 20 en maintenant les incitants :

a. dans le cas où le non-respect des conditions visées à l'article 16 est dû à un cas de force majeure, à savoir des circonstances étrangères à celui qui les invoque, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées;

b. dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XI du Code des sociétés, ainsi qu'en cas de transfert de l'entreprise visé aux articles 41 à 43 de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire, si l'activité économique de la petite ou moyenne entreprise est poursuivie en Région wallonne et si les incitants obtenus ainsi que les investissements y afférents sont transférés dans la nouvelle entité juridique et sont maintenus dans la destination pour laquelle ils avaient été octroyés;

c. dans les cas de cession ou de modification de la destination ou des conditions d'utilisation, si la petite ou moyenne entreprise en sollicite au préalable l'autorisation auprès du Gouvernement.

Le Gouvernement peut déroger à l'article 20 en limitant, dans les cas où les faits donnant lieu à restitution ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de la petite ou moyenne entreprise ou de ses actionnaires, le remboursement à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'un incitant et le nombre d'années prévu à l'article 17, sans toutefois que moins de deux ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation de l'investissement jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de l'incitant.

Art. 22. Le Gouvernement peut déroger à l'article 20 en renonçant à tout ou partie du remboursement des incitants lorsque le coût lié à la récupération de ceux-ci risque d'être supérieur à leurs montants.

Art. 23. Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation et de remboursement des incitants.

Les incitants ne peuvent être liquidés en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de la petite ou moyenne entreprise.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 24. Le Gouvernement communique trimestriellement au Conseil économique et social de la Région wallonne et à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique une information statistique relative aux incitants octroyés.

Le Gouvernement communique annuellement au Conseil régional wallon un rapport quantitatif et qualitatif sur la politique d'expansion économique qu'il a menée au cours de l'année civile précédente assorti des éléments d'évaluation effectuée.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

Art. 25. Dans la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, sont abrogés, en ce qui concerne la Région wallonne, les articles suivants :

- 1° l'article 1^{er}, tel que modifié par les lois des 10 février 1981, 5 août 1981 et 12 août 1985;
- 2° l'article 2, tel que modifié par les lois des 10 février 1981 et 5 août 1981;
- 3° l'article 3, tel que modifié par la loi du 12 août 1985 et l'arrêté royal du 23 mars 1999;
- 4° l'article 4;
- 5° l'article 5, tel que modifié par les lois des 10 février 1981 et 12 août 1985;
- 6° les articles 6 à 8;
- 7° l'article 10, tel que modifié par la loi du 10 février 1981 et le décret du 4 juillet 2002;
- 8° l'article 11;
- 9° l'article 11 bis, tel qu'inséré par la loi du 10 février 1981 et modifié par le décret du 4 juillet 2002;
- 10° l'article 11 ter, tel qu'inséré par la loi du 5 août 1981 et modifié par le décret du 4 juillet 2002;
- 11° les articles 28 à 32;
- 12° les articles 32.2, 32.3, 32.4, 32.5, 32.7, 32.8, 32.12, 32.14, 32.15, 32.16, 32.17 et 32.18, tels qu'insérés par le décret du 25 juin 1992;
- 13° les articles 32.10 et 32.11, tels qu'insérés par le décret du 25 juin 1992 et modifiés par le décret du 4 juillet 2002.

Néanmoins, ces dispositions de la loi du 4 août 1978 précitée restent d'application pour les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 26. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 599 (2003-2004), n^{os} 1 à 9.

Compte rendu intégral, séance publique du 3 mars 2004.

Discussion. — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1259

[2004/200989]

11. MÄRZ 2004 — Dekret über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Gegenstand und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung der Region, kann die Regierung innerhalb spezifischer, jährlich festgelegter Haushaltsgrenzen den Klein- oder Mittelbetrieben bestimmte Anreize gewähren, wenn sie ein Investitionsprogramm durchführen oder eine bzw. mehrere Maßnahmen treffen, die auf ausschlaggebende Weise zur nachhaltigen Entwicklung beitragen. Diese Investitionen bzw. Maßnahmen dürfen das Gleichgewicht zwischen den wirtschaftlichen, sozialen und umweltbezogenen Faktoren der nachhaltigen Entwicklung nicht beeinträchtigen.

Art. 2 - Die Anreize erfolgen in der Form von Prämien, von einer Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug oder von einer Kombination dieser verschiedenen Möglichkeiten. Sie werden kraft eines einseitigen Beschlusses gewährt.

Die Anreize werden unter Einhaltung der Regelung der Europäischen Gemeinschaft gewährt, insbesondere der Regelungen der Europäischen Kommission in Bezug auf die Beihilfen für die Klein- und Mittelbetriebe, der Gemeinschaftsrahmen für bestimmte Tätigkeitsbereiche, des gemeinschaftlichen multisektoralen Regionalbeihilferahmens für große Investitionsvorhaben, der Richtlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung und der Richtlinien betreffend die staatlichen Beihilfen im Agrarsektor.

Für ein gleiches Investitionsprogramm oder eine gleiche Maßnahme ist der Betrieb nicht berechtigt, den Anspruch auf die durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Anreize mit den kraft sonstiger regionaler Gesetzgebungen oder Regelungen erhaltenen Anreizen zu kumulieren.

Die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize dürfen mit den aus den europäischen Strukturfonds stammenden Anreizen zusammen bezogen werden.

Art. 3 - § 1. Der Klein- oder Mittelbetrieb, der einen Betriebssitz in der Wallonischen Region hat und dort ein Investitionsprogramm laut Art. 5 oder eine Maßnahme laut Artikel 7 bis 9 durchführt, hat Anrecht auf die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize.

§ 2. Um die Anreize in Anspruch zu nehmen, muss der Klein- oder Mittelbetrieb:

1° entweder eine natürliche Person sein, die die Eigenschaft eines Gewerbetreibenden besitzt oder einen selbstständigen Beruf ausübt, oder eine von diesen Personen gegründete Vereinigung sein;

2° oder eine der in Artikel 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Gesellschaften oder eine Europäische Wirtschaftliche Interessenvereinigung sein;

3° oder ein Cluster, so wie in Artikel 13 bestimmt, sein;

4° oder ein «spin-off»-Unternehmen, so wie in § 6 bestimmt, sein.

Die öffentlich-rechtlichen juristischen Personen und die Vereinigungen ohne Erwerbszweck können die in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize nicht in Anspruch nehmen.

§ 3. Der Mittelbetrieb ist der Betrieb,

1° dessen Beschäftigtenzahl mindestens fünfzig und weniger als zweihundertfünfzig Arbeitnehmer beträgt;

2° und,:

a. entweder dessen Jahresumsatz mindestens 7 Millionen Euro beträgt und 40 Millionen Euro nicht überschreitet;

b. oder dessen Jahresbilanzsumme mindestens 5 Millionen Euro beträgt und 27 Millionen Euro nicht überschreitet;

3° und der dem Unabhängigkeitskriterium, so wie in § 7 bestimmt, genügt.

§ 4. Der Kleinbetrieb ist der Betrieb,:

1° dessen Beschäftigtenzahl mindestens zehn und weniger als fünfzig Arbeitnehmer beträgt;

2° und,:

a. entweder dessen Jahresumsatz 7 Millionen Euro nicht überschreitet;

b. oder dessen Jahresbilanzsumme mindestens 5 Millionen Euro nicht überschreitet;

3° und der dem Selbstständigkeitskriterium, so wie in § 7 bestimmt, genügt.

§ 5. Der Kleinstbetrieb ist ein in § 4 erwähnter Kleinstbetrieb, dessen Beschäftigtenzahl weniger als zehn Arbeitnehmer beträgt.

§ 6. Das «spin-off»-Unternehmen ist der von Forschern aus der Universität oder aus der Industrie aufgrund der Ergebnisse ihrer Forschungen gegründete Klein- oder Mittelbetrieb.

§ 7. Gilt als unabhängig der Klein- oder Mittelbetrieb, der nicht in Höhe von mindestens 25% des Kapitals oder der Stimmrechte im Besitz eines Betriebs oder mehrerer Betriebe gemeinsam steht, die der Definition des Mittelbetriebs, des Kleinbetriebs oder des Kleinstbetriebs, je nach Fall, nicht entsprechen.

Dieser Schwellenwert kann in zwei Fällen übertroffen werden:

1° wenn der Klein- oder Mittelbetrieb im Besitz von öffentlichen Beteiligungsgesellschaften, von Risikokapitalgesellschaft oder von institutionellen Anlegern, einschließlich der regionalen Entwicklungsfonds oder der universitären Einrichtungen, steht und wenn diese weder einzeln noch gemeinsam Kontrolle über den Betrieb ausüben;

2° wenn die Streuung des Kapitals zur Folge hat, dass es unmöglich zu wissen ist, wer das Kapital hält, und wenn der Klein- oder Mittelbetrieb erklärt, dass er mit gutem Recht vermuten kann, dass er nicht zu mindestens 25% im Besitz eines oder mehrerer Betriebe gemeinsam steht, die der Definition des Mittelbetriebs, des Kleinbetriebs oder des Kleinstbetriebs, je nach Fall, nicht entsprechen.

§ 8. Die Berechnung der Schwellenwerte in Bezug auf die Beschäftigtenzahl und die finanziellen Werte erfolgt aufgrund der Summierung der Werte des Klein- oder Mittelbetriebs und aller Betriebe, an denen er direkt oder indirekt zu mindestens 25% des Kapitals oder der Stimmrechte beteiligt ist.

§ 9. Die Regierung kann die in § 2 bis 8 erwähnten Kriterien näher bestimmen oder anpassen, um die Übereinstimmung des vorliegenden Dekrets mit den gemeinschaftlichen Regeln, die kraft der in Artikel 87 bis 89 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft vorgesehenen Bestimmungen verabschiedet worden sind, zu gewährleisten.

Art. 4 - Der Klein- oder Mittelbetrieb hat keinen Anspruch auf die Anreize, wenn seine Tätigkeiten in einem der folgenden Bereiche ausgeübt werden:

- 1° Banken und sonstige Geldinstitute, Versicherungs- und Immobiliengesellschaften;
- 2° Energie- oder Wasserproduktion bzw. -versorgung;
- 3° Unterrichts-, Erziehungs- und Bildungswesen;
- 4° Gesundheit und Gesundheitspflege;
- 5° Sport, Freizeitbeschäftigung und Verteilung von kulturellen Produkten;
- 6° freie Berufe.

In Abweichung von Artikel 1 bestimmt die Regierung unter diesen ausgeschlossenen Tätigkeiten die Tätigkeiten, für welche ein Anspruch auf die in Artikel 7 erwähnte Beschäftigungsprämie besteht.

Die Regierung bestimmt, welche Sektoren und Teile von Sektoren keinen Anspruch auf einen oder mehrere Anreize haben. In diesem Fall muss ihr begründeter Beschluss den Grundsätzen und Zielen der nachhaltigen Entwicklung Rechnung tragen.

Nach einer Bewertung, die die Regierung mindestens alle drei Jahre u.a. auf der Grundlage der jährlich dem Wallonischen Regionalrat übermittelten Berichte durchführt, kann die Regierung die ausgeschlossenen Sektoren oder Teile von Sektoren ändern.

KAPITEL II — Anreize

Art. 5 - § 1. Die Regierung kann dem Klein- oder Mittelbetrieb eine Investitionsprämie gewähren, wenn er eins der folgenden Investitionsprogramme durchführt:

1° ein Investitionsprogramm, das zur Schaffung oder zur Entwicklung des Klein- oder Mittelbetriebs, zur Erhöhung des Produktionsmehrwertes, zur Schaffung von Arbeitsplätzen oder zum Schutz der Umwelt beiträgt;

2° ein Investitionsprogramm, das eine der Politiken besonderen Interesses der Wallonischen Region, so wie von der Regierung bestimmt, umsetzt, nämlich insbesondere:

- a. die Entwicklung des kombinierten Verkehrs;
- b. die Beteiligung an Clustering-Vorgängen, so wie in Artikel 12 bestimmt;
- c. die Gründung eines Betriebs durch die Vereinigung von mehreren natürlichen Personen, die alle ihre Haupttätigkeit in dem Betrieb haben und ihr Berufseinkommen hauptsächlich aus dem Betrieb beziehen und die die mit der Aktivität verbundenen Risiken und Gewinne teilen, weiter unten den «Assoziativbetrieb» genannt;
- d. die Umwandlung eines Kleinstbetriebs in einen Assoziativbetrieb aufgrund seines Wachstums;
- e. die Aufwertung der rationalen Verwendung der Naturressourcen der Region;
- f. die Schaffung eines «spin-off»-Unternehmens;
- g. die Umsetzung von jeder Form der nachhaltigen Zusammenarbeit, vertikaler oder horizontaler Art, zwischen den in Artikel 3 erwähnten Klein- oder Mittelbetrieben, deren Gegenstand die Zusammenlegung von Mitteln und Strukturen ist, die es den Klein- oder Mittelbetrieben ermöglichen, ihre wirtschaftliche Tätigkeit zu entwickeln und die Ergebnisse ihrer Tätigkeiten aufzubessern, dies unabhängig davon, ob diese Zusammenarbeit die Rechtspersönlichkeit besitzt oder nicht.

§ 2. Unter kombiniertem Verkehr versteht man die Güterbeförderung, bei der der LKW, der Anhänger, der Sattelanhänger mit oder ohne Kraftfahrzeug, der Wechselbehälter oder der Container mit einer Länge von mindestens 20 Fuß einen Teil der Strecke auf der Straße und den übrigen Teil der Strecke auf der Schiene oder auf einer Binnenwasserstraße oder per Flugzeug zurücklegt.

§ 3. Bei den Investitionen, die Gegenstand eines Anreizes sein können, handelt es sich um materielle und immaterielle Anlagen.

Die Regierung bestimmt, welche Investitionen ausgeschlossen sind. In diesem Fall werden bei ihrer Beschlussfassung eine ausgeglichene Bewertung aller Komponenten der nachhaltigen Entwicklung, die spezifischen europäischen Regeln in Zusammenhang mit den Investitionen, deren Gebietsanknüpfung und Beständigkeit berücksichtigt, um die Erhaltung oder Schaffung von Arbeitsplätzen zu sichern.

Art. 6 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen und besonderen Durchführungsbestimmungen für die Gewährung der Investitionsprämie, unter Berücksichtigung der Bedeutung der Auswirkungen des Investitionsprogramms auf alle Komponenten der nachhaltigen Entwicklung.

Um die Investitionsprämie in Anspruch zu nehmen, muss der Mittelbetrieb einen bestimmten Prozentsatz an Mehrwert auf dessen Umsatz erreichen. Die Regierung bestimmt diesen Prozentsatz und setzt dessen Anwendungsmodalitäten fest.

Unter Berücksichtigung des Höchstbetrags, der für eine Zinssubvention genehmigt werden könnte, und in Übereinstimmung mit den Artikeln 5 und 6 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung wird die Investitionsprämie als Prozentsatz des genehmigten Investitionsprogramms ausgedrückt, wobei sie 21% brutto nicht überschreiten darf.

Art. 7 - Die Regierung kann eine Einstellungsprämie für die Schaffung von Arbeitsplätzen zu den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die sie bestimmt, gewähren. Die Einstellungsprämie darf nur dem Kleinstbetrieb gewährt werden und deren Betrag darf 3.250 Euro pro geschaffene Arbeitsstelle nicht übertreffen. Dieser Betrag darf jedoch auf 5.000 Euro für den ersten Arbeitnehmer erhöht werden.

Art. 8 - Die Regierung kann dem Betrieb, der ein Qualitätssicherungssystem einrichtet, eine Qualitätsprämie zu den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die sie bestimmt, gewähren.

Die Prämie wird auf 25% der zulässigen Kosten für die Maßnahme festgesetzt und darf 5.000 Euro nicht übertreffen.

Art. 9 - § 1. Die Regierung kann eine Prämie für die Finanzierung von in Anspruch

zunehmenden Beratungsdiensten zu den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die sie bestimmt, gewähren.

Die Prämie für Beratungsdienste wird auf 50% der zulässigen Kosten festgesetzt und darf 12.500 Euro nicht übertreffen.

§ 2. Ein Ausschuss, der mit der Zulassung der Berater und, gegebenenfalls, mit deren Aufhebung bzw. Entzug beauftragt ist, wird gegründet. Die Zulassung wird für einen Zeitraum von höchstens drei Jahren gewährt. Um zugelassen zu werden, muss der Berater eine berufliche Erfahrung von höchstens drei Jahren nachweisen.

Die Zusammenstellung dieses Ausschusses ist die Folgende:

1° vier Mitglieder und vier stellvertretende Mitglieder, die die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region vertreten;

2° zwei effektive und zwei stellvertretende Mitglieder, die das Institut der Betriebsrevisoren vertreten;

3° zwei sachverständige effektive Mitglieder und zwei stellvertretende Mitglieder, die das Institut der Buchprüfer vertreten;

4° zwei effektive und zwei stellvertretende Mitglieder, die dem Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region entstammen;

Die Regierung bezeichnet die Mitglieder des Ausschusses. Was die in Absatz 1, 2° bis 4° erwähnten Mitglieder betrifft, bezeichnet sie sie auf der Grundlage einer Liste von zehn, durch die Einrichtung, die sie vertreten, bezeichneten Personen.

Je nach den ihm vorgelegten Akten und auf Vorschlag eines seiner Mitglieder kann der Ausschuss Sachverständige oder Techniker zu Rate ziehen.

Der Vorsitz und das Sekretariat werden durch die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region wahrgenommen.

Der Ausschuss setzt seine Geschäftsordnung, die der Regierung innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und seines Durchführungserlasses zu Genehmigung vorgelegt wird, fest.

Art. 10 - Die Regierung kann zu Bedingungen und Modalitäten, die sie festlegt, dem Klein- oder Mittelbetrieb Anreize gewähren, wenn dessen wirtschaftliche Tätigkeit durch eine Naturkatastrophe oder besondere außergewöhnliche Ereignisse, die von der Regierung als solche anerkannt werden, stark beeinträchtigt worden ist.

Art. 11 - Die Regierung kann den Klein- oder Mittelbetrieb von dem Immobiliensteuervorabzug freistellen, wenn dieser im Rahmen eines in Art. 5 erwähnten Investitionsprogramms Investitionen in Immobilien tätigt, einschließlich der Investitionen für Güter, die aufgrund ihrer Natur oder ihrer Zweckbestimmung als unbeweglich gelten; die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs gilt für die Immobilien, die Gegenstand dieser Investitionen sind.

Diese Freistellung kann:

1° dem Kleinstbetrieb für einen Zeitraum von fünf Jahren,

2° dem Klein- oder Mittelbetrieb für einen Zeitraum von drei bis fünf Jahren gemäß den durch die Regierung bestimmten Bedingungen, gewährt werden.

Bei Gründung eines Klein- oder Mittelbetriebs kann diese Freistellung jedoch für einen Zeitraum von höchstens sieben Jahren für Material und Werkzeuge gewährt werden.

Die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Zeiträume werden ab dem 1. Januar des auf die Besetzung oder die Verwendung dieser Immobilien folgenden Jahres berechnet.

KAPITEL III — Die Clustering-Vorgänge und das Cluster

Art. 12 - Unter Clustering versteht man einen Organisationsmodus des Produktionssystems, der sich durch die Schaffung - auf die Initiative von Betrieben hin, mit oder ohne die Beteiligung von universitären Einrichtungen oder Forschungszentren - eines Kooperationsrahmens für miteinander verbundene Tätigkeiten, durch die freiwillige Entfaltung zwischen diesen Betrieben von ergänzenden, vertikalen oder horizontalen, kommerziellen oder nicht-kommerziellen Beziehungen, und durch die Förderung einer gemeinsamen Entwicklungsvision kennzeichnet.

Ein Clustering-Vorgang muss den nachstehenden Mindestkriterien genügen:

1° die Entwicklung von Komplementaritäten und Synergien zwischen den Mitgliedern des Clusters;

2° die Förderung des gemeinsamen Interesses der Mitglieder des Clusters;

3° die Umsetzung eines Programms zur industriellen Entwicklung und Nutzung eines für die Partner des Clusters neuen Produktes, Verfahrens oder einer Dienstleistung;

4° die Suche nach einem zusätzlichen Mehrwert für das Cluster oder die Partner des Clusters.

Art. 13 - Die Regierung betrachtet als Cluster eine der in Artikel 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Gesellschaften, die aus einem Clustering-Vorgang stammt und deren Zweck in Verbindung mit einem durch die Regierung als wesentlich anerkannten Sektor steht. Sie setzt die Bedingungen zur Anerkennung der Cluster gemäß den in Artikel 12 erwähnten Grundsätzen und Kriterien fest.

Das Cluster wird je nach Fall als ein Mittel-, Klein- oder Kleinstbetrieb gemäß den Kriterien des Artikels 3, §§ 3 bis 5 betrachtet.

Das in Artikel 3, § 7 erwähnte Unabhängigkeitskriterium findet keine Anwendung auf das Cluster, wenn kein Betrieb, der der Definition des Mittel- oder Kleinbetriebs nicht entspricht, in Höhe von mehr als 50% am Kapital des Clusters beteiligt ist und wenn die notwendigen Maßnahmen getroffen werden, damit das Cluster eine tatsächliche Verwaltungsautonomie behält.

Art. 14 - Vorbehaltlich der Einhaltung der Bedingungen, Modalitäten und Vorgehensweisen, die sie bestimmt, kann die Regierung den Clustern Anreize gewähren.

Die Entscheidung zur Gewährung der Anreize wird durch eine Vereinbarung, in der mindestens die folgenden Aspekte definiert werden, verwirklicht:

1° die Arbeitsmethodologie und die Zielsetzung des Clusters;

2° die Auflistung der für den Sektor spezifischen Entwicklungsmittel;

3° die Initiativen, die das Cluster zu entwickeln gedenkt;

4° die dem Cluster gewährten Anreize;

5° die Verpflichtungen des Clusters;

6° die Art und Weise, wie das Cluster über seine Tätigkeiten und die Einhaltung seiner Verpflichtungen berichtet;

7° Die Modalitäten zur Kontrolle des Clusters und die etwaigen Strafmaßnahmen.

Die Politik der Cluster ist Gegenstand eines alle zwei Jahre durch die Regierung erstellten qualitativen und quantitativen Bewertungsberichts.

KAPITEL IV — *Gewährungs- und Erhaltungsbedingungen, Beantragungs- und Gewährungsverfahren, Modalitäten für die Auszahlung und Kontrolle, Strafmaßnahmen*

Art. 15 - Die Anreize werden dem Klein- oder Mittelbetrieb gewährt, der den gesetzlichen Bestimmungen, die auf die Ausübung seiner Tätigkeit anwendbar sind, sowie den steuerrechtlichen, sozialen und umweltrechtlichen Bestimmungen und Regelungen genügt, oder der sich verpflichtet, den einschlägigen Auflagen innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen nachzukommen.

Art. 16 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Erhaltung der Anreize, die im individuellen Gewährungsbeschluss angeführt sind.

Art. 17 - Während eines Zeitraums von fünf Jahren ab dem Datum des Endes der Durchführung der Investition ist der Klein- oder Mittelbetrieb verpflichtet, diese zu den vorgesehenen Zwecken und Bedingungen zu verwenden, sie nicht abzutreten und stets für die Zweckbestimmung zu verwenden, für die der Anreiz gewährt worden war.

Art. 18 - Der Klein- oder Mittelbetrieb informiert den Betriebsrat über die Gründe und Auszahlungsmodalitäten für die gewährten Anreize, sowie über die vorgesehenen Kontrollmaßnahmen.

Art. 19 - Die Regierung bestimmt die Verfahren für die Beantragung und Gewährung der Anreize unter Berücksichtigung der Größe des Klein- oder Mittelbetriebs.

Jeder Antrag auf Anreize muss einen Beschluss innerhalb einer Frist von vier Monaten ab der Einreichung der vollständigen Akte veranlassen.

Die Regierung bestimmt das Verfahren und den Berechnungsmodus der in Absatz 2 erwähnten Frist.

Art. 20 - Die in Art. 5 erwähnten Anreize werden in Übereinstimmung mit den koordinierten Gesetzen über die Staatsbuchführung zurückerstattet:

1° im Falle der Nichtbeachtung der in oder kraft dieses Dekrets verabschiedeten Bestimmungen oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss angeführt sind;

2° bei Konkurs, Auflösung, freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des Klein- oder Mittelbetriebs;

3° im Falle einer absichtlichen oder nicht absichtlichen Übermittlung durch den Klein- oder betrieb von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Anreize auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

Im Falle einer Rückerstattung des in Art. 11 erwähnten Anreizes wird die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs ab initio abgeschafft.

Art. 21 - Die Regierung kann von Art. 20 abweichen und die Anreize weiterhin gewähren:

a. in dem Falle, wo die Nichtbeachtung der in Art. 16 erwähnten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt zurückzuführen ist, d.h. auf abnormale und unvorhersehbare, von der Person, die sie anführt, unabhängige Umstände, deren Folgen trotz aller getroffenen Maßnahmen nicht zu verhindern gewesen wären;

b. im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie im Falle einer Übertragung des Betriebs im Sinne von Art. 41 bis 43 des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich, wenn die Wirtschaftstätigkeit des Klein- oder Mittelbetriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird und wenn die erhaltenen Anreize sowie die betreffenden Investitionen auf die neue juristische Person übertragen werden und wenn diese Investitionen weiterhin für die Zweckbestimmung erhalten werden, für die sie ursprünglich gewährt worden waren;

c. im Falle einer Abtretung oder Änderung der Zweckbestimmung oder Benutzungsbedingungen, wenn der Klein- oder Mittelbetrieb im Voraus die betreffende Genehmigung bei der Regierung einholt.

In den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Rückerstattung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Klein- oder Mittelbetriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, kann die Regierung von Artikel 20 abweichen, indem die Rückzahlung auf das Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das ein Anreiz gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Artikel 17 begrenzt wird, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug des Anreizes geführt hat, weniger als zwei Jahre verstrichen sind.

Art. 22 - Die Regierung kann von Artikel 20 abweichen, indem sie auf die Rückzahlung der gesamten Anreize oder eines Teils davon verzichtet, wenn die mit deren Beitreibung verbundenen Kosten höher als deren Betrag ausfallen könnten.

Art. 23 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Auszahlung und Rückzahlung der Anreize.

Die Anreize können in folgenden Fällen nicht ausgezahlt werden: Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation des Klein- oder Mittelbetriebs.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 24 - Die Regierung übermittelt dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Wallonischen Region und dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik quartalsweise eine statistische Information über die gewährten Anreize.

Die Regierung übermittelt dem Wallonischen Regionalrat jährlich einen quantitativen und qualitativen Bericht über ihre Politik in Sachen Wirtschaftsaufschwung während des vorhergehenden Kalenderjahres zuzüglich der Elemente in Zusammenhang mit der Bewertung, die sie durchgeführt hat.

KAPITEL VI — *Aufhebende und Übergangsbestimmungen*

Art. 25 - Was die Wallonische Region betrifft, werden im Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung folgende Artikel außer Kraft gesetzt:

1° Artikel 1, in seiner durch die Gesetze vom 10. Februar 1981, vom 5. August 1981 und vom 12. August 1985 geänderten Fassung;

2° Artikel 2, in seiner durch die Gesetze vom 10. Februar 1981 und vom 5. August 1981 abgeänderten Fassung;

3° Artikel 3, in seiner durch das Gesetz vom 12. August 1985 und den Königlichen Erlass vom 23. März 1999 abgeänderten Fassung;

4° Artikel 4;

5° Artikel 5, in seiner durch die Gesetze vom 10. Februar 1981 und vom 12. August 1981 abgeänderten Fassung;

6° Artikel 6 bis 8;

7° Artikel 10, in seiner durch das Gesetz vom 10. Februar 1981 und das Dekret vom 4. Juli 2002 abgeänderten Fassung;

8° Artikel 11;

9° Artikel 11 *bis*, eingefügt durch das Gesetz vom 10. Februar 1981 und in seiner durch das Dekret vom 4. Juli 2002 abgeänderten Fassung;

10° Artikel 11 *ter*, eingefügt durch das Gesetz vom 5. August 1981 und in seiner durch das Dekret vom 4. Juli 2002 abgeänderten Fassung;

11° Artikel 28 bis 32;

12° Artikel 32.2, 32.3, 32.4, 32.5, 32.7, 32.8, 32.12, 32.14, 32.15, 32.16, 32.17, und 32.18, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

13° Artikel 32./10 und 32.11, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992 und in ihrer durch das Dekret vom 4. Juli 2002 abgeänderten Fassung;

Die Bestimmungen des oben genannten Gesetzes vom 4. August 1978 bleiben jedoch anwendbar für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge.

Art. 26 - Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Fußnote

Sitzung 2003-2004.

Unterlagen des Rates 599 (2003-2004), Nrn. 1 bis 9.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. März 2004.

Diskussion. — Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1259

[2004/200989]

11 MAART 2004. — Decreet betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Voorwerp en toepassingsgebied

Artikel 1. Om bij te dragen aan de duurzame ontwikkeling van het Gewest kan de regering binnen de specifieke perken van de begroting zoals jaarlijks vastgesteld, incentives toekennen aan de kleine of middelgrote onderneming die een investeringsprogramma doorvoert of die één of meerdere verrichtingen doorvoert die op bepalende wijze bijdragen aan de duurzame ontwikkeling. Die investeringen mogen het evenwicht tussen de economische, maatschappelijke en ecologische component van de duurzame ontwikkeling niet in het gedrang brengen.

Art. 2. De incentives nemen de vorm aan van premies, een vrijstelling van de onroerende verheffing of een combinatie van die verschillende incentivevormen. Zij worden toegekend bij eenzijdige beslissing.

De incentives worden toegekend met inachtneming van de regelgeving van de Europese Gemeenschap, namelijk de verordeningen van de Europese Commissie betreffende de steun aan de kleine en middelgrote ondernemingen, de multisectorale communautaire kaderregeling van de regionale steun ten gunste van de grote investeringsprojecten, de richtsnoeren betreffende de regionale steun van staatswege en die betreffende de steun van staatswege in de landbouwsector.

Voor eenzelfde investeringsprogramma of eenzelfde verrichting mag de onderneming het voordeel van de incentives bepaald bij dit decreet niet samenvoegen met incentives die zij gekregen heeft krachtens andere gewestelijke decreet- of regelgeving.

De incentives bepaald bij dit decreet mogen samengevoegd worden met de incentives uit de Europese structuurfondsen.

Art. 3. § 1. Voor incentives zoals bepaald bij dit decreet kan in aanmerking komen de kleine of middelgrote onderneming die een bedrijfszetel heeft in het Waalse Gewest en er een investeringsprogramma zoals bedoeld in artikel 5 of een actie zoals bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9 doorvoert.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de incentives dient de kleine of middelgrote onderneming :

1° ofwel een natuurlijke persoon te zijn met de hoedanigheid van handelaar of die een zelfstandig beroep uitoefent of een tussen die personen gevormde vereniging te zijn;

2° ofwel één van de vennootschappen opgesomd in artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen of een Europees economisch samenwerkingsverband te zijn;

3° ofwel een cluster zoals omschreven in artikel 13 te zijn;

4° ofwel een spin-off zoals omschreven in paragraaf 6 te zijn.

De publiekrechtelijke rechtspersoon en de vereniging zonder winst oogmerk zijn uitgesloten van het voordeel van de incentives bepaald bij dit decreet.

§ 3. De middelgrote onderneming is de onderneming :

1° waarvan het personeelsbestand minstens vijftig werknemers en minder dan tweehondervijftig werknemers telt;

2° en waarvan :

a. ofwel de jaarlijkse omzet minstens gelijk is aan 7 miljoen euro en 40 miljoen euro niet overschrijdt;

b. ofwel het jaarlijks balanstotaal minstens gelijk is aan 5 miljoen euro en 27 miljoen euro niet overschrijdt;

3° en die het onafhankelijkheids criterium zoals omschreven in paragraaf 7 naleeft.

§ 4. De kleine onderneming is de onderneming :

1° waarvan het personeelsbestand minstens tien werknemers en minder dan vijftig werknemers telt;

2° en waarvan :

a. ofwel de jaarlijkse omzet 7 miljoen euro niet overschrijdt;

b. ofwel het jaarlijks balanstotaal 5 miljoen euro niet overschrijdt;

3° en die het onafhankelijkheids criterium zoals omschreven in paragraaf 7 naleeft.

§ 5. De zeer kleine onderneming is een kleine onderneming zoals bedoeld in paragraaf 4, waarvan het personeelsbestand minder dan tien werknemers telt.

§ 6. De spin-off is de kleine of middelgrote onderneming opgericht door onderzoekers, of universitaire of industriële, vertrekkend van hun onderzoeksresultaten.

§ 7. Onafhankelijk is de kleine of middelgrote onderneming die niet ter hoogte van 25 % of meer van het kapitaal of het stemrecht in handen is van een onderneming of van meerdere ondernemingen samen die niet beantwoorden aan de definitie van middelgrote onderneming, kleine onderneming of zeer kleine onderneming, al naar gelang.

Die drempel kan overschreden worden in twee gevallen :

1° indien de kleine of middelgrote onderneming in handen is van openbare participatiemaatschappijen, durfkapitaalvennootschappen of institutionele belegger, met in begrip van regionale ontwikkelingsfondsen of universitaire instellingen, en op voorwaarde dat zij noch individueel noch samen een controle uitoefenen op die onderneming;

2° indien uit de kapitaalspreiding blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het kapitaal in handen heeft en de kleine of middelgrote onderneming verklaart dat ze rechtmatig kan vermoeden niet ter hoogte van 25 % of meer in handen te zijn van één onderneming of meerdere ondernemingen samen die niet beantwoorden aan de definitie van de middelgrote onderneming, de kleine onderneming of de zeer kleine onderneming, al naar gelang.

§ 8. De berekening van de drempels inzake personeelsbestand en financiën wordt verricht door de optelling van de gegevens van de kleine of middelgrote onderneming en alle ondernemingen waarvan zij rechtstreeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of het stemrecht in handen heeft.

§ 9. De regering kan de criteria bedoeld in de paragrafen 2 tot en met 8 nader bepalen of ze aanpassen om ervoor te zorgen dat dit decreet in overeenstemming is met de communautaire regels die goedgekeurd zijn als de bepalingen van de artikelen 87 tot en met 89 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap.

Art. 4. Uitgesloten van het voordeel van de incentives wordt de kleine of middelgrote onderneming waarvan de activiteiten onder één der volgende gebieden vallen :

1° bankwezen en andere financiële instellingen, verzekeringswezen en vastgoed;

2° energie- of waterproductie en -verdeling;

3° onderwijs, opvoeding en vorming;

4° gezondheid en gezondheidszorgen;

5° sportactiviteiten, vrijetijdsbesteding en verdeling van cultuurproducten;

6° vrije beroepen.

In afwijking van het eerste lid bepaalt de regering onder de uitgesloten activiteitengebieden, de activiteiten die toegelaten worden voor het voordeel van de werkgelegenheidspremie bedoeld in artikel 7.

De regering bepaalt de sectoren of delen van sectoren die uitgesloten zijn van het voordeel van één of meerdere incentives nader. In dat geval dienen de beginselen en de doelstellingen van de duurzame ontwikkeling in zijn gemotiveerde beslissing in overweging te worden genomen.

De regering kan, na een evaluatie die hij minstens driejaarlijks verricht, meer bepaald op grond van de jaarlijks aan de Waalse Gewestraad overgemaakte verslagen, de uitgesloten sectoren of delen van sectoren wijzigen.

HOOFDSTUK II. — *Incentives*

Art. 5. § 1. De regering kan een investeringspremie verlenen aan de kleine of middelgrote onderneming die één van de volgende investeringsprogramma's verwezenlijkt :

1° een investeringsprogramma dat bijdraagt in de oprichting of de ontwikkeling van de kleine of middelgrote onderneming, de verhoging van de toegevoegde productiewaarde, het scheppen van werkgelegenheid of de bescherming van het milieu;

2° een investeringsprogramma dat één van de beleidslijnen van bijzonder belang van het Gewest zoals door de regering bepaald, implementeert, namelijk inzonderheid :

a. de totstandbrenging van gecombineerd vervoer;

b. de deelname aan een clusteringstap zoals omschreven in artikel 12;

c. de oprichting van een onderneming door de vereniging van meerdere natuurlijke personen die er al hun hoofdactiviteiten uitoefenen en er hun voornaamste beroepsinkomsten uit betrekken, en die de risico's en de baten voortvloeiend uit de activiteit delen, hierna de « onderneming in verenigingsvorm » genaamd;

d. de omvorming van een zeer kleine onderneming tot een onderneming in verenigingsvorm wegens haar groei;

e. de valorisering van het rationeel gebruik van de natuurlijke hulpbronnen van het Gewest;

f. de oprichting van een spin-off;

g. de implementering van alle vormen van duurzame samenwerking, of horizontaal of verticaal, tussen de kleine of de middelgrote ondernemingen bedoeld in artikel 13, met als doel het samenbrengen van middelen en structuren die de kleine of de middelgrote ondernemingen de mogelijkheid bieden om hun bedrijvigheid tot stand te brengen en de resultaten ervan te verhogen, ongeacht of die samenwerkingsvormen van de rechtspersoonlijkheid voorzien zijn of niet.

§ 2. Onder gecombineerd vervoer wordt het goederenvervoer verstaan waarvoor de vrachtwagen, de aanhangwagen, de oplegger, met of zonder trekker, de wissellaadbak of de container van twintig voet en meer gebruik maken van de weg, de spoorweg, de bevaarbare waterweg of de luchtweg voor een deel van het traject en minstens van een andere van die vervoersmiddelen voor het andere deel van het traject.

§ 3. De investeringen die voor een incentive in aanmerking kunnen komen, zijn de investeringen in materiële en immateriële vaste activa.

De regering bepaalt de uitgesloten investeringen. In dat geval wordt in zijn beslissing rekening gehouden met het evenwicht tussen de componenten van de duurzame ontwikkeling, de specifieke Europese regels inzake investeringen, hun verankering in een bepaald grondgebied en hun standvastigheid om de consolidering of de creatie van werkgelegenheid te waarborgen.

Art. 6. De regering bepaalt de bijzondere voorwaarden en wijze voor de toekenning van de investeringspremie waarbij rekening wordt gehouden met het belang van de effecten van het investeringsprogramma op elke component van de duurzame ontwikkeling.

Om in aanmerking te komen voor de investeringspremie dient de middelgrote onderneming een percentage toegevoegde waarde in verhouding tot haar omzet te halen. De regering bepaalt dat percentage en stelt er de wijze van uitvoering van vast.

Met inachtneming van het maximumbedrag dat toegelaten zou zijn voor een rentetoeelage overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie wordt de investeringspremie uitgedrukt in een percentage van het toegelaten investeringsprogramma en mag 21 % brutto niet overschrijden.

Art. 7. De regering kan, tegen de voorwaarden en op de wijze die hij bepaalt, een werkgelegenheidspremie voor de creatie van werkgelegenheid toekennen. De werkgelegenheidspremie kan niet toegekend worden aan de zeer kleine onderneming, en het bedrag ervan kan 3.250 euro per geopende betrekking niet overschrijden. Dat bedrag kan evenwel op 5.000 euro gebracht worden voor de eerste werknemer.

Art. 8. De regering kan, tegen de voorwaarden en op de wijze die hij bepaalt, bij het instellen van een kwaliteitsbewakingssysteem een premie toekennen voor de kwaliteit in de onderneming.

De premie wordt vastgesteld op 25 % van de toelaatbare kostprijs van de actie en kan 5.000 euro niet overschrijden.

Art. 9. § 1. De regering kan, tegen de voorwaarden en op de wijze die hij bepaalt, een premie toekennen voor de financiering van het gebruik van adviesdienstverlening.

De premie voor adviesdienstverlening wordt vastgesteld op 50 % van de toelaatbare kostprijs en kan 12.500 euro niet overschrijden.

§ 2. Er wordt een commissie opgericht belast met de erkenning van de adviseurs en, in voorkomend geval, de opschorting of de intrekking ervan. De erkenning wordt toegekend voor een duur van drie jaar maximum. Om erkend te worden dient de adviseur een beroepservaring van minimum drie jaar aan te tonen.

Die commissie bestaat uit :

1° vier gewone leden en vier plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

3° twee deskundigen gewone leden en twee plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van het Instituut der Accountants;

4° twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden uit de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest).

De regering wijst de commissieleden aan. Wat betreft de leden bedoeld in het eerste lid, 2° tot en met 4°, wijst hij ze aan uit een lijst van tien personen voorgedragen door de instelling die zij vertegenwoordigen.

De commissie kan een beroep doen op deskundigen of technici, al naar gelang van de dossiers die haar worden voorgelegd en op voorstel van één van haar leden.

Het voorzitterschap en het secretariaat worden waargenomen door het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De commissie stelt zijn huishoudelijk reglement vast dat ter goedkeuring voorgelegd wordt aan de regering binnen de zes maanden na inwerkingtreding van dit decreet en diens uitvoeringsbesluit.

Art. 10. De regering kan tegen de voorwaarden en op de wijze die hij bepaalt, incentives toekennen aan de kleine of middelgrote onderneming waarvan de bedrijvigheid ernstig aangetast is ten gevolge van een natuurramp of andere buitengewone gebeurtenissen die hij als dusdanig erkent.

Art. 11. De regering kan de kleine of middelgrote onderneming die in het kader van een investeringsprogramma als bedoeld in artikel 5 investeringen in vastgoed verwezenlijkt, met inbegrip van investeringen in materiaal dat onroerend van aard of door bestemming geacht wordt, de vrijstelling van de onroerende voorheffing met betrekking tot dat vastgoed toekennen.

Die vrijstelling kan worden toegekend :

1° voor een duur van vijf jaar aan de zeer kleine onderneming;

2° voor een duur van drie tot vijf jaar, al naar gelang van de door de regering bepaalde voorwaarden, aan de kleine of middelgrote onderneming.

Die vrijstelling kan evenwel toegekend worden voor een maximumduur van zeven jaar voor het materieel en de werktuigen in geval van oprichting van een kleine of middelgrote onderneming.

De duur bedoeld in het tweede en in het derde lid wordt berekend te rekenen van 1 januari van het jaar volgend op de bezetting en het gebruik van dat vastgoed.

HOOFDSTUK III. — *Clusteringstappen en clusters*

Art. 12. Clustering is een organisatiewijze van het productiesysteem dat gekenmerkt wordt door het oprichten op initiatief van ondernemingen, met eventuele deelname van universitaire instellingen of onderzoekscentra, van een samenwerkingsverband aangaande verbonden activiteiten en door de vrijwillige totstandbrenging van aanvullende, verticale of horizontale betrekkingen tussen bedrijven, al dan niet van commerciële aard, evenals door de bevordering van een gemeenschappelijke zienswijze.

De clustering moet beantwoorden aan volgende minimumcriteria :

1° de totstandbrenging van complementaire en synergetische relaties tussen leden van een cluster;

2° de bevordering van het gemeenschappelijk belang van leden van een cluster;

3° de uitvoering van een industrieel en bedrijfsontwikkelingsprogramma voor een product, een procédé of een nieuwe dienstverlening voor de partners leden van een cluster;

4° het zoeken naar een voor de cluster of de partners leden van een cluster bijkomende toegevoegde waarde.

Art. 13. De regering erkent als cluster één van de vennootschappen bedoeld in artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen, voortkomend uit een clusteringstap en waarvan het doel past in een sector die door de regering als wezenlijk wordt erkend. Hij stelt de voorwaarden voor de erkenning van de clusters vast overeenkomstig de beginselen en criteria bedoeld in artikel 12.

De cluster wordt, al naar gelang van het geval, beschouwd als een middelgrote, een kleine of een zeer kleine onderneming, overeenkomstig de criteria van artikel 3, §§ 3 tot en met 5.

Het onafhankelijkheids criterium bedoeld in artikel 3, § 7, geldt niet voor de cluster voor zover geen enkele onderneming die niet beantwoordt aan de definitie van de middelgrote of de kleine onderneming een participatie heeft van meer dan 50 % van het kapitaal van de cluster en de noodzakelijke maatregelen worden getroffen waardoor de cluster een werkelijke beheersautonomie kan bewaren.

Art. 14. De regering kan incentives toekennen voor de clusters tegen de voorwaarden, op de wijze en volgens de procedures die hij bepaalt.

De beslissing tot toekenning van de clusters wordt concreet gemaakt in een overeenkomst die minstens volgende aspecten omschrijft :

1° werkmethode en doelstellingen van de cluster;

2° overzicht van de specifieke ontwikkelingsinstrumenten van de cluster;

3° de initiatieven die de cluster wil nemen;

4° de aan de cluster toegekende incentives;

5° de verplichtingen van de cluster;

6° de wijze waarop de cluster over zijn activiteiten en over de inachtneming van zijn verplichtingen verslag uitbrengt;

7° de wijze van controle van de cluster en eventuele straffen.

Over het clusterbeleid wordt tweemaal per jaar door de regering een kwalitatief en kwantitatief evaluatieverslag opgesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden voor de toekenning en de instandhouding, aanvraag- en toekenningsprocedures, uitbetalings-, controle- en bestraffingswijze*

Art. 15. De incentives worden toegekend aan de kleine of middelgrote onderneming die de wetsbepalingen over de uitoefening van zijn bedrijvigheid naleeft en de wet- en regelgeving in fiscale, sociale en ecologische aangelegenheden naleeft of die zich daartoe verbindt binnen de termijn vastgesteld door het bevoegde bestuur.

Art. 16. De regering bepaalt de voorwaarden voor de instandhouding van de incentives die in de individuele beslissing tot toekenning ervan zijn opgenomen.

Art. 17. De kleine of middelgrote onderneming is er tijdens een termijn van vijf jaar te rekenen van de datum waarop de verwezenlijking van de investeringen beëindigd wordt, toe verplicht die investeringen aan te wenden voor de doeleinden en tegen de voorwaarden zoals voorzien, ze niet af te staan en ze in stand te houden in de bestemming waarvoor de incentive was toegekend.

Art. 18. De kleine of middelgrote onderneming licht de ondernemingsraad in over de motieven en wijze van uitbetaling van de toegekende incentives, evenals over de bepaalde controlemaatregelen.

Art. 19. De regering stelt de procedures voor aanvraag en toekenning van de incentives vast, waarbij hij rekening houdt met de omvang van de kleine of de middelgrote onderneming.

Elke aanvraag voor een incentive dient aanleiding te geven tot een beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het tijdstip waarop het dossier ingediend bij het bestuur volledig is.

De regering bepaalt de procedure en de berekeningswijze van de termijn bedoeld in het tweede lid.

Art. 20. De incentives bedoeld in artikel 5 worden terugbetaald overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit :

1° in geval van niet-naleving van de bepalingen uitgebracht bij of krachtens dit decreet of de verplichtingen vervat in de individuele beslissing tot toekenning;

2° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de kleine of middelgrote onderneming;

3° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de kleine of middelgrote onderneming van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de incentives, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

In geval van teruggave van de incentive bedoeld in artikel 11 wordt de vrijstelling van de onroerende voorheffing ab initio geschrapt.

Art. 21. De regering kan van artikel 20 afwijken en de incentives instandhouden :

a. in het geval waarin de niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 16 toe te schrijven is aan overmacht, namelijk abnormale en onvoorziene omstandigheden die vreemd zijn aan diegene die ze inroept en waarvan de gevolgen onvermijdelijk blijken te zijn ondanks alle gedane inspanningen;

b. in het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in geval van overdracht van de onderneming bedoeld in de artikelen 41 tot en met 43 van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk concordaat, indien de bedrijvigheid van de grote onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt en de verkregen incentives, evenals de daarop betrekking hebbende investeringen overgedragen worden naar de nieuwe juridische constructie en in stand gehouden worden in de bestemming waarvoor ze zijn toegekend;

c. in geval van afstand of wijziging van de bestemming of de gebruiksvoorwaarden, indien de kleine of middelgrote onderneming op voorhand om de toelating door de regering verzoekt.

De regering kan van artikel 20 afwijken door, in de gevallen waarin de feiten die tot teruggave aanleiding geven, niet ontstaan zijn uit een fout of een vrijwillige handeling van de kleine of middelgrote onderneming of diens aandeelhouders, de terugbetaling te beperken tot de verhouding tussen het aantal jaar waarin werkelijk gebruik is gemaakt van het goed waarvoor een incentive is toegekend en het aantal jaar bepaald in artikel 17 zonder dat evenwel minder dan twee jaar mag verstrijken zijn tussen het einde van de doorvoering van de investering en de dag waarop de gebeurtenis plaatsvindt die de intrekking van de incentive verantwoordt.

Art. 22. De regering kan van artikel 20 afwijken door van de terugbetaling van de incentives geheel of gedeeltelijk af te zien indien de kost van de terugvordering ervan hoger dreigt te zijn dan de bedragen ervan.

Art. 23. De regering bepaalt de wijze van uitbetaling en terugbetaling van de incentives.

De incentives kunnen niet uitbetaald worden in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de kleine of middelgrote onderneming.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 24. De regering verstrekt elk kwartaal een statistische informatie betreffende de toegekende incentives aan de « Conseil économique et social de la Région wallonne » en aan het « Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique » (Waal Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek).

De regering deelt jaarlijks aan de Waalse Gewestraad een kwantitatief en kwalitatief verslag over het economische expansiebeleid dat in de loop van het voorgaande kalenderjaar is gevoerd, mee, samen met de bestanddelen van de verrichte evaluatie.

HOOFDSTUK VI. — Opheffings- en overgangsbepalingen

Art. 25. In de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntatie worden, wat het Waalse Gewest, betreft volgende artikelen opgeheven :

1° artikel 1, zoals gewijzigd bij de wetten van 10 februari 1981, 5 augustus 1981 en 12 augustus 1985;

2° artikel 2, zoals gewijzigd bij de wetten van 10 februari 1981 en 5 augustus 1981;

3° artikel 3, zoals gewijzigd bij de wet van 12 augustus 1985 en het koninklijk besluit van 23 maart 1999;

4° artikel 4;

5° artikel 5, zoals gewijzigd bij de wetten van 10 februari 1981 en 12 augustus 1985;

6° de artikelen 6 tot en met 8;

7° artikel 10, zoals gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981 en het decreet van 4 juli 2002;

8° artikel 11;

9° artikel 11 bis, zoals ingevoegd bij de wet van 10 februari 1981 en gewijzigd bij het decreet van 4 juli 2002;

10° artikel 11 ter, zoals ingevoegd bij de wet van 5 augustus 1981 en gewijzigd bij het decreet van 4 juli 2002;

11° de artikelen 28 tot en met 32;

12° de artikelen 32.2, 32.3, 32.4, 32.5, 32.7, 32.8, 32.12, 32.14, 32.15, 32.16, 32.17 en 32.18, zoals ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

13° de artikelen 32.10 en 32.11, zoals ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992 en gewijzigd bij het decreet van 4 juli 2002.

Die bepalingen van voornoemde wet van 4 augustus 1978 blijven evenwel gelden voor de aanvragen die zijn ingediend vóór inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 26. De regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

Zitting 2003-2004.

Stukken van de Raad 599 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 9.

Volledig verslag, openbare vergadering van 3 maart 2004.

Bespreking. — Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1260

[C — 2004/200984]

**1^{er} AVRIL 2004. — Décret portant suppression de l'obligation
de produire des copies certifiées conformes de documents (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'obligation imposée à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ci-après appelée tiers, de présenter ou de délivrer une copie certifiée conforme à l'original d'un document aux services publics régionaux, aux établissements publics qui dépendent de la Région, aux organismes régionaux d'intérêt public et aux personnes régionales de droit public, est remplie par la présentation ou la production d'une copie du document original.

§ 2. Les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public qui ont un doute sérieux et raisonnablement fondé sur la conformité à l'original d'une copie d'un document qui leur est transmise par un tiers en exécution d'une disposition décrétole ou réglementaire, s'adressent à l'autorité qui a délivré l'original du document afin qu'elle atteste de l'exactitude des données figurant dans la copie de l'original. Le tiers est informé du lancement de cette procédure et de ses résultats.

§ 3. En l'absence de réponse de l'autorité qui a délivré l'original du document dans un délai d'un mois éventuellement prorogé d'un mois lorsque les circonstances l'exigent et moyennant motivation et notification au tiers, les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public peuvent demander au tiers à qui incombe l'obligation décrétole ou réglementaire de communiquer copie d'un document, qu'il apporte, par toute voie de droit, en ce compris la production de l'original, dans un délai d'un mois, la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie. Ce délai peut être, à la demande motivée du tiers et lorsque les circonstances l'exigent, prorogé d'un mois.

La demande d'apport de la preuve de la conformité à l'original faite à une personne physique ou une personne morale de droit privé est motivée et lui est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

§ 4. Les délais impartis à l'autorité régionale pour prendre une décision, rendre un avis ou poser tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document sont suspendus jusqu'à l'expiration des délais visés au paragraphe 3. Si l'autorité qui a délivré l'original atteste de l'exactitude ou si le tiers apporte la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie avant l'expiration du délai d'un mois éventuellement prorogé, les délais impartis à l'autorité régionale pour prendre une décision, rendre un avis ou poser tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document, recommencent à courir.

Art. 2. § 1^{er}. L'obligation de délivrer une copie certifiée conforme à l'original dans les relations internes entre les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public, ainsi que la même obligation de certification conforme imposée par les précitées aux pouvoirs locaux, sont supposées remplies par la remise d'une simple copie. En cas de doute sur la copie, un contact entre administrations sera établi afin d'apporter la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement arrête la liste des documents qui peuvent ou doivent faire l'objet d'une copie certifiée conforme. Cette dérogation ne peut être appliquée que lorsque la présentation ou la production de ceux-ci est susceptible de faire naître, dans le chef des services publics régionaux, des établissements